



Assemblée générale

Distr. générale
16 septembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale

Adoptée par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière,
le 16 septembre 2016

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la soixante et onzième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale¹.
6. Élection des Vice-Présidents de l'Assemblée générale¹.
7. Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau.
8. Débat général.

¹ Conformément à l'article 30 de son Règlement intérieur, l'Assemblée générale tiendra ces élections, pour sa soixante-douzième session, au moins trois mois avant l'ouverture de ladite session.



A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

9. Rapport du Conseil économique et social².
10. Mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et des déclarations politiques sur le VIH/sida.
11. Le sport au service du développement et de la paix.
12. 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.
13. Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes³.
14. Culture de paix.
15. Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial humain.
19. Développement durable⁴.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

28. Rapport du Conseil de sécurité.
29. Rapport de la Commission de consolidation de la paix.
30. Les diamants, facteur de conflits.
31. Prévention des conflits armés.
32. Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement.
33. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.

² L'Assemblée générale a pris note de la précision suivante relative à l'application de la résolution 58/316 : les parties concernées du chapitre I du rapport du Conseil économique et social seront examinées par les grandes commissions intéressées, au titre de points figurant déjà à leur ordre du jour, pour que l'Assemblée puisse ensuite se prononcer en séance plénière.

³ Par sa résolution 57/270 B, l'Assemblée générale a décidé d'examiner, au titre de cette question, les chapitres du rapport annuel du Conseil économique et social ayant trait à l'application et au suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, notamment en faisant participer le Président du Conseil à ses débats. Par sa résolution 60/265, l'Assemblée générale a décidé de consacrer à chacune de ses sessions une réunion particulière axée sur le développement, où elle s'attacherait notamment à mesurer les progrès accomplis depuis l'année précédente.

⁴ Par ses résolutions 70/226 et 70/303, l'Assemblée générale a décidé de convoquer à haut niveau la Conférence des Nations Unies pour appuyer la mise en œuvre de l'objectif 14 des objectifs de développement durable : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, laquelle se tiendrait au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 5 au 9 juin 2017.

34. La situation au Moyen-Orient.
35. Question de Palestine.
36. La situation en Afghanistan.
37. La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan.
38. Question de l'île comorienne de Mayotte⁵.
39. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.
40. La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement⁶.
41. Question de Chypre⁷.
42. Agression armée contre la République démocratique du Congo⁷.
43. Question des îles Falkland (Malvinas)⁷.
44. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti⁷.
45. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales⁷.
46. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït⁷.
61. Consolidation et pérennisation de la paix.

C. Développement de l'Afrique

62. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international :
 - a) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international;
 - b) Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique.

⁵ À sa 2^e séance, le 16 septembre 2016, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour, étant entendu qu'elle ne l'examinerait pas jusqu'à nouvel ordre.

⁶ Conformément à la décision 60/508, cette question reste inscrite à l'ordre du jour de façon à pouvoir être examinée sur notification d'un État Membre.

⁷ Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'annexe de la résolution 58/316, cette question reste inscrite à l'ordre du jour de façon à pouvoir être examinée sur notification d'un État Membre.

D. Promotion des droits de l'homme

- 63. Rapport du Conseil des droits de l'homme⁸.
- 66. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée⁹.
- 68. Promotion et protection des droits de l'homme :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme¹⁰;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales¹¹.

E. Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

- 69. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
 - a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies;
 - b) Assistance au peuple palestinien;
 - c) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions;
 - d) Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

F. Promotion de la justice et du droit international

- 70. Rapport de la Cour internationale de Justice.

⁸ Par sa résolution 65/281, l'Assemblée générale a décidé de maintenir sa pratique consistant à renvoyer cette question à la plénière et à la Troisième Commission, conformément à sa décision 65/503 A, étant également entendu que le Président du Conseil présenterait ce rapport, en sa qualité de Président, à la plénière et à la Troisième Commission et que celle-ci engagerait avec lui, lorsqu'il lui présentera le rapport du Conseil, un dialogue participatif.

⁹ Par sa résolution 70/140, l'Assemblée générale a décidé de continuer à organiser des réunions commémoratives annuelles à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

¹⁰ Par sa résolution 70/144, l'Assemblée générale a décidé de consacrer une séance plénière de sa soixante et onzième session au cinquantième anniversaire de l'adoption du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

¹¹ Par sa résolution 70/160, l'Assemblée générale a décidé de consacrer, à sa soixante et onzième session, une réunion plénière de haut niveau à la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

71. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
72. Rapport de la Cour pénale internationale.
73. Les océans et le droit de la mer :
 - a) Les océans et le droit de la mer;
 - b) Assurer la viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes.
87. Demande d'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965¹².

G. Désarmement

88. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique¹³.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

109. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation¹⁴.
110. Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix.
111. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
112. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;

¹² À sa 2^e séance, le 16 septembre 2016, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour, étant entendu qu'elle ne l'examinerait pas avant juin 2017 et qu'à compter de cette date elle ne l'examinerait que sur notification d'un État Membre.

¹³ L'Assemblée générale a pris note du fait que certaines parties du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui devait être directement examiné en séance plénière au titre du point 88 de l'ordre du jour, traitaient de la question correspondant au point 98 (« Désarmement général et complet ») et a décidé que les paragraphes pertinents du rapport seraient portés à l'attention de la Première Commission lors de son examen du point 98 de l'ordre du jour.

¹⁴ En application de sa résolution 51/241 et comme lors des sessions précédentes, le Secrétaire général présentera brièvement son rapport annuel à l'Assemblée générale, au titre de la première question examinée dans la matinée du mardi 20 septembre 2016, avant l'ouverture du débat général.

- b) Élection de 18 membres du Conseil économique et social.
113. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
114. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
- a) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Élection des membres de la Commission du droit international;
 - c) Élection de cinq membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix;
 - d) Élection de 14 membres du Conseil des droits de l'homme.
115. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations¹⁵ :
- g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination de membres du Corps commun d'inspection;
 - i) Nomination de membres du Conseil du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables;
 - j) Confirmation de la nomination de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement;
 - k) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la CNUCED;
 - l) Nomination de juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies.
116. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
117. Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire¹⁶.
120. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.
119. Commémoration de l'abolition de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.
120. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.

¹⁵ Pour les alinéas a) à f), voir la liste des points renvoyés à la Cinquième Commission.

¹⁶ Par sa résolution 60/265, l'Assemblée générale a décidé de consacrer à chacune de ses sessions une réunion particulière axée sur le développement, où elle s'attacherait notamment à mesurer les progrès accomplis depuis l'année précédente.

¹⁷ En application de ses résolutions 58/316, 59/313 et 70/35, et afin de faciliter les travaux des grandes commissions, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer ce point de l'ordre du jour à toutes les grandes commissions pour qu'elles passent en revue leurs méthodes de travail et examinent et adoptent leurs programmes de travail provisoires respectifs.

-
122. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité.
123. Renforcement du système des Nations Unies :
- a) Renforcement du système des Nations Unies;
 - b) Rôle central du système des Nations Unies dans la gouvernance mondiale.
124. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions.
125. Multilinguisme.
126. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres :
- a) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine;
 - b) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique;
 - c) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique;
 - d) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes;
 - e) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain et caribéen;
 - f) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains;
 - g) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;
 - h) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes;
 - i) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique;
 - j) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie;
 - k) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
 - l) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe;
 - m) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale;

- n) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;
 - o) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire;
 - p) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe;
 - q) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique;
 - r) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est;
 - s) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasiennne;
 - t) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des pays de langue portugaise;
 - u) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération;
 - v) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité de sécurité collective;
 - w) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Initiative de l'Europe centrale;
 - x) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la démocratie et le développement économique-GUAM;
 - y) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté d'États indépendants;
 - z) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale pour les migrations.
127. Santé mondiale et politique étrangère.
128. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
129. Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.
130. Enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient.
131. Sensibilisation de l'opinion mondiale au drame des migrants en situation irrégulière, en particulier les demandeurs d'asile syriens, dans le bassin méditerranéen.

135. Planification des programmes¹⁸.

Première Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions¹.

G. Désarmement

89. Réduction des budgets militaires.
90. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.
91. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).
92. Maintien de la sécurité internationale – relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est.
93. Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale.
94. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
95. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes.
96. Prévention d'une course aux armements dans l'espace :
 - a) Prévention d'une course aux armements dans l'espace;
 - b) Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier.
97. Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement.
98. Désarmement général et complet¹³ :
 - a) Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;
 - b) Nouvelles mesures à prendre dans le domaine du désarmement pour éviter la course aux armements au fond des mers et des océans et dans leur sous-sol;

¹⁸ En application de sa résolution 70/8, dans laquelle l'Assemblée générale a souligné de nouveau qu'elle-même, réunie en séance plénière, et ses grandes commissions étaient appelées à examiner les recommandations du Comité du programme et de la coordination ayant trait à leurs travaux et à se prononcer sur ces recommandations, conformément à l'article 4.10 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2016/6), l'Assemblée a décidé de renvoyer ce point à toutes les grandes commissions et de l'examiner en séance plénière afin d'élargir le débat sur les rapports concernant l'évaluation, la planification, l'établissement des budgets et le suivi.

- c) Désarmement nucléaire;
- d) Notification des essais nucléaires;
- e) Relation entre le désarmement et le développement;
- f) Désarmement régional;
- g) Transparence dans le domaine des armements;
- h) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
- i) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
- j) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires;
- k) Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
- l) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires;
- m) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement;
- n) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;
- o) Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925;
- p) Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
- q) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre;
- r) Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;
- s) Réduction du danger nucléaire;
- t) Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects;
- u) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire;
- v) Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie;
- w) Missiles;
- x) Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération;

- y) Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération;
 - z) Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive;
 - aa) Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional;
 - bb) Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques;
 - cc) Information sur les mesures de confiance dans le domaine des armes classiques
 - dd) Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales;
 - ee) Prévention de l'acquisition de sources radioactives par des terroristes;
 - ff) Traité sur le commerce des armes;
 - gg) Effets de l'utilisation d'armes et de munitions contenant de l'uranium appauvri;
 - hh) Agir dans l'unité, avec une détermination renouvelée, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires;
 - ii) Action préventive et lutte contre les activités de courtage illicites;
 - jj) Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements;
 - kk) Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire;
 - ll) Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013;
 - mm) Lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés;
 - nn) Conséquences humanitaires des armes nucléaires;
 - oo) Engagement humanitaire en faveur de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires;
 - pp) Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires;
 - qq) Application de la Convention sur les armes à sous-munitions.
99. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
- a) Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement;
 - b) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
 - c) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;

- d) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique;
 - e) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;
 - g) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
 - h) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement.
100. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
- a) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - b) Rapport de la Commission du désarmement.
101. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.
102. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
103. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
104. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
105. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.
135. Planification des programmes¹⁸.

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

5. Élection des bureaux des grandes commissions¹.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

47. Effets des rayonnements ionisants.

48. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace.
49. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
50. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
51. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
52. Étude d'ensemble des missions politiques spéciales.
53. Questions relatives à l'information.
54. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.
55. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes.
56. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
57. Dispositifs offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes en matière d'études et de formation.
58. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.
135. Planification des programmes¹⁸.

Deuxième Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions¹.

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

16. Les technologies de l'information et des communications au service du développement.
17. Questions de politique macroéconomique :

- a) Commerce international et développement;
 - b) Système financier international et développement;
 - c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement.
18. Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement.
19. Développement durable⁴:
- a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
 - b) Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;
 - c) Réduction des risques de catastrophe;
 - d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures;
 - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;
 - f) Convention sur la diversité biologique;
 - g) Rapport de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - h) Harmonie avec la nature;
 - i) Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
 - j) Développement durable dans les régions montagneuses;
20. Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
21. Mondialisation et interdépendance :
- a) Mondialisation et interdépendance;
 - b) Migrations internationales et développement.
22. Groupes de pays en situation particulière :
- a) Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;
 - b) Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.

23. Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement :
 - a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017);
 - b) Coopération pour le développement industriel;
24. Activités opérationnelles de développement :
 - a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;
 - b) Coopération Sud-Sud pour le développement.
25. Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

59. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.
135. Planification des programmes¹⁸.

Troisième Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions¹.

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

26. Développement social :
 - a) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille;
 - b) L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action.
27. Promotion de la femme.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

60. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires.

D. Promotion des droits de l'homme

63. Rapport du Conseil des droits de l'homme⁸.
64. Promotion et protection des droits de l'enfant :
 - a) Promotion et protection des droits de l'enfant;
 - b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants.
65. Droits des peuples autochtones :
 - a) Droits des peuples autochtones;
 - b) Suite donnée au document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones.
66. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée⁹ :
 - a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;
 - b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
67. Droit des peuples à l'autodétermination.
68. Promotion et protection des droits de l'homme :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme¹⁰;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales¹¹;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

106. Prévention du crime et justice pénale.
107. Contrôle international des drogues.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

- 121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.
- 135. Planification des programmes¹⁸.

Cinquième Commission

- 5. Élection des bureaux des grandes commissions¹.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

- 115. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations¹⁹ :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
 - e) Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit;
 - f) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.
- 121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.
- 132. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - c) Centre du commerce international;
 - d) Université des Nations Unies;
 - e) Plan-cadre d'équipement;
 - f) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - g) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;

¹⁹ Pour les alinéas g) à l), voir la liste des points examinés en séance plénière.

- i) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - j) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - k) Fonds de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - l) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - m) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - n) Programme des Nations Unies pour les établissements humains;
 - o) Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - p) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;
 - q) Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes);
 - r) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994;
 - s) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991;
 - t) Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux;
 - u) Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
133. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
134. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.
135. Planification des programmes¹⁸.
136. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.
137. Plan des conférences.
138. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
139. Gestion des ressources humaines.
140. Corps commun d'inspection.
141. Régime commun des Nations Unies.
142. Régime des pensions des Nations Unies.
143. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.

144. Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne.
145. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies²⁰.
146. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994.
147. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
148. Financement du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.
149. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
150. Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei.
151. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.
152. Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.
153. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
154. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.
155. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental.
156. Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.
157. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.
158. Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria.
159. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.
160. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

²⁰ Par sa résolution 70/112, l'Assemblée générale a invité la Sixième Commission à examiner les aspects juridiques des rapports que présenterait le Secrétaire général, sans préjudice des prérogatives de la Cinquième Commission, grande commission chargée des questions administratives et budgétaires. Sur cette base, l'Assemblée a décidé de renvoyer cette question à ces deux commissions.

161. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.
162. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
163. Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.
164. Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité.

Sixième Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions¹.

F. Promotion de la justice et du droit international

74. Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite.
75. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies.
76. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-neuvième session.
77. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.
78. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-huitième session.
79. Protection diplomatique.
80. Examen des questions de la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses et de la répartition des pertes consécutives à de tels dommages.
81. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés.
82. Examen de mesures propres à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires.
83. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
84. L'état de droit aux niveaux national et international.
85. Portée et application du principe de compétence universelle.
86. Le droit des aquifères transfrontières.

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

108. Mesures visant à éliminer le terrorisme international.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale¹⁷.

135. Planification des programmes¹⁸.

145. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies²⁰.

165. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.

166. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique.

167. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiennne.

168. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties.

169. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Conférence internationale des partis politiques asiatiques.

170. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains.

171. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains.

172. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Forum pour le développement des îles du Pacifique.

173. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Chambre de commerce internationale.
